



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 29 janvier 2009

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

Spécial budget fédéral 2009 (3)

CNC, 29 janvier 2009 - Le Conseil national des chômeurs déplore l'aveuglement du gouvernement Harper

Le Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC) déplore le manque de sensibilité et l'aveuglement du gouvernement Harper face à la situation des travailleurs en chômage. Une récession économique frappe l'ensemble de l'économie mondiale ; le chômage va frapper la vie de milliers de personnes ; et ce gouvernement, une fois de plus, refuse d'améliorer l'accessibilité au régime d'assurance-emploi, même s'il sait bénéficier de l'appui du Parlement pour ce faire.

Nous rappelons, à ce propos, que moins de la moitié (46%) des travailleurs cotisants ont accès au régime d'assurance-emploi en cas de besoin.

Des améliorations plus pertinentes que jamais

Le régime d'assurance-emploi doit retrouver sa fonction première, soit de protéger les travailleurs lorsqu'ils se retrouvent en situation de chômage. Il y a urgence en la matière.

Le porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC), **Pierre Céré**, et **France Turcotte**, membre de l'exécutif, ajoutent leurs voix et leur mécontentement à tous ceux qui ont déjà exprimé et réclamé très clairement des améliorations certaines à l'admissibilité au régime d'assurance-emploi : syndicats, groupes de chômeurs, gouvernements provinciaux du Québec et de l'Ontario, de nombreux hommes et femmes politiques, commentateurs, éditorialistes, observateurs, et des chefs d'entreprise.

Il y a manifestement consensus en la matière. Le gouvernement Harper refuse de l'entendre : 5 semaines de prestations supplémentaires pour des travailleurs qui n'ont pas droit à l'assurance-emploi, ne règlera rien aux problèmes exposés.

Source : CNC

Informations : Pierre Céré, 514 606-4074 ; France Turcotte, 1-450-278-1162

Le MASSE, 29 janvier 2009 - Un budget négligeant 60% des chômeurs et des chômeuses selon le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi.

Le budget déposé hier par le gouvernement conservateur est une aberration pour le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE). Rien dans ce budget ne s'attaque aux problèmes fondamentaux du régime d'assurance-chômage canadien, soit son aspect discriminatoire et l'impossibilité pour près de 6 travailleurs et travailleuses sur 10 de profiter des bénéfices de leurs cotisations.

« À quoi, et surtout à qui cela sert-il de bonifier de cinq semaines la période de prestation s'il y a près de 60% des travailleurs et des travailleuses qui, d'une manière ou d'une autre, n'y auront pas accès lorsqu'ils et elles perdront leur emploi » affirme Hugo Desgagné, coordonnateur du MASSE. Toutes bonifications à l'assurance-chômage, bien que souhaitables, demeurent inefficaces si l'on ne rétablit pas le caractère universel du régime.

Pour le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi, la priorité aurait dû être l'établissement d'un seul critère d'admissibilité de 350 heures, une mesure s'évaluant à 504 millions de dollars par année selon le Centre canadien de politiques alternatives. Une telle mesure aurait eu des effets concrets sur l'admissibilité au régime et aurait donc assuré un remplacement de revenu à un plus grand nombre de travailleurs et de travailleuses.

Encore une fois ancrée dans une vision réductrice et à court terme de la problématique du chômage, le gouvernement s'entête à privilégier la voie des projets pilotes au détriment d'une réforme en profondeur du régime. En maintenant une telle approche à la pièce au lieu de proposer de réelles solutions, le gouvernement nie toujours sa responsabilité en matière d'assurance-chômage tout en maintenant le caractère discriminatoire du régime.

Concernant la proposition du gouvernement fédéral de geler les taux de cotisations pour les deux prochaines années, il s'agit bien plus d'un cadeau aux grandes entreprises qu'une réelle mesure d'aide aux chômeurs et aux chômeuses. « En gelant le taux de cotisation de la sorte, le gouvernement, en plus de répondre aux demandes des organisations patronales, vient de se donner les arguments nécessaires au maintien du *statu quo* du régime d'assurance-chômage une fois les projets pilotes terminés» poursuit Hugo Desgagné.

En somme, le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi dénonce les orientations contenues dans un budget fédéral qui démontre une absence complète de considération pour les travailleurs, les travailleuses et les sans-emploi et maintient ses revendications pour le rétablissement d'un régime d'assurance-chômage juste et universel :

- Un seul critère d'admissibilité de 350 heures;
- Un minimum de 35 semaines de prestations;
- Un taux de prestation d'au moins 60%;
- Aucune exclusion de plus de 6 semaines

Le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi est le plus important regroupement de groupes de chômeuses et de chômeurs au Québec. Ses 14 groupes membres luttent pour le rétablissement d'un régime d'assurance-chômage juste et universel.

Source : Hugo Desgagné, coordonnateur Tél. 514.524.2226 Cell. 514.432.6117

Le Devoir, 29 janvier 2009 - Le budget Flaherty : Avantage aux conservateurs

Mauvais budget que celui déposé par le ministre des Finances, Jim Flaherty. Les déçus sont nombreux. Certains parce qu'ils n'y trouvent pas les mesures souhaitées. D'autres en raison des orientations davantage tournées vers le passé

que vers l'avenir qui ont inspiré ce document. Le gouvernement Harper aurait pu faire mieux.

La logique voudrait que l'on rejette un tel budget s'il est si mauvais, ce que ne fera pourtant pas le Parti libéral malgré les critiques très sévères qu'il porte sur lui. Mieux vaut ce mauvais budget que pas de budget, a conclu son chef, Michael Ignatieff, qui a bien compris qu'il serait vulnérable aux critiques s'il défaisait le gouvernement Harper à l'occasion du vote qui sera pris lundi prochain.

Une défaite du gouvernement retarderait inévitablement l'adoption des mesures de stimulation économique dont le Canada a besoin. De quelques semaines si la gouverneure générale invitait l'opposition à former un gouvernement de coalition. De quelques mois si elle appelait de nouvelles élections.

Dans un cas comme dans l'autre, le Parti libéral se verrait accuser d'être responsable d'une aggravation possible de la crise économique, accusation dont il aurait d'autant plus de difficulté à se défendre que le budget d'un éventuel gouvernement Ignatieff ne serait guère différent, à bien des égards, du budget Flaherty. Probablement aurait-il été mieux ciblé et plus vert. Peut-être n'aurait-il pas accordé des baisses d'impôts aussi généralisées, mais pour le reste, il y aurait eu de nombreuses similitudes puisque le budget conservateur est à bien des égards un budget libéral. Tout ça pour si peu, se serait-il fait dire.

Michael Ignatieff demande à ses députés de voter ce budget sans toutefois chercher à le modifier. Avec l'appui des autres partis d'opposition, il pourrait demander d'en bonifier certains éléments pour, par exemple, élargir l'accès à l'assurance-emploi plutôt qu'allonger de cinq semaines les prestations, comme le propose le gouvernement. Mais le chef libéral ne veut prendre aucun risque. Malgré ce qu'il dit, il ne veut ni devenir inopinément premier ministre demain matin, ni plonger le pays dans de nouvelles élections.

D'un point de vue strictement partisan, la décision du chef libéral est sage. Il n'a pas plus les moyens que Stéphane Dion de braver le gouvernement. Le travail de réorganisation de son parti ne fait que commencer et il a besoin de temps. Comme lui, il se défile, mais il réussit à le faire en affichant une assurance qui faisait défaut à son prédécesseur. Il met le gouvernement en probation en exigeant de lui des comptes périodiques sur la mise en oeuvre des diverses mesures budgétaires. Il assure que le moment venu, il le défera. Reste à savoir si les conservateurs ont vraiment peur du nouveau chef libéral. Pour l'instant, ils ont remporté ce premier affrontement. Comme on le dit au tennis, c'est avantage au gouvernement Harper.

Bernard Descôteaux

Cyberpresse, 29 janvier 2009 - Ignatieff se rallie au budget

Le Parti libéral permettra au gouvernement Harper de survivre. Après un long mois de suspense, son nouveau chef, Michael Ignatieff, a annoncé hier qu'il voterait en faveur du budget, moyennant un amendement que les conservateurs se sont empressés d'accepter.

La coalition née en décembre dernier est donc morte. Mais elle n'est pas nécessairement enterrée. Les leaders du Bloc québécois et du NPD ont sévèrement critiqué la décision de leur adversaire libéral. Mais aucun n'est allé jusqu'à écarter complètement cette option pour l'avenir.

La crise politique qui a agité la colline parlementaire et failli donner au Canada son premier gouvernement de coalition en près d'un siècle s'est donc terminée aussi subitement qu'elle avait éclaté, lorsque tous les partis s'étaient en novembre insurgés contre l'Énoncé économique du ministre des Finances, Jim Flaherty.

Michael Ignatieff, qui avait décidé de prendre la nuit pour réfléchir à sa décision face au budget, a annoncé ses couleurs en fin de matinée, hier.

«Si le plan de relance a une chance d'aider les Canadiens, il faut qu'il soit exécuté», a lancé le chef libéral, en conférence de presse.

Mais à titre de chef de l'opposition officielle, il entend imposer une discipline au premier ministre conservateur. Ainsi, le Parti libéral a déposé un seul amendement, sans impact fiscal ou financier, réclamant que le gouvernement présente, à trois reprises en 2009, des bilans des progrès réalisés en matière de relance économique, de création d'emplois, ainsi qu'un portrait à jour du déficit. Les rapports seront présentés à la fin mars, en juin et au début décembre. Le dépôt en Chambre de chacun de ses bilans pourrait être suivi d'un vote de confiance, a laissé entendre M. Ignatieff, ajoutant qu'il pourrait à tout moment décider de renverser le gouvernement.

«J'ai mis ce gouvernement en probation, a martelé M. Ignatieff. C'est du sérieux. Je n'ai pas peur de le défaire, je n'ai pas peur même d'aller en élections. Ce que je dis, c'est que les Canadiens veulent donner à ce gouvernement la chance de gouverner, la chance d'appliquer les mesures dans ce budget.»

S'il concède qu'il s'agit de la mort de la coalition que formait le Parti libéral avec le NPD, appuyée par le Bloc québécois, M. Ignatieff estime que l'opposition alliée a rempli son mandat.

«La coalition a réussi à abattre un travail remarquable. La coalition a forcé un premier ministre vraiment imprudent à repenser sa façon autoritaire d'agir, a dit le chef libéral. La coalition a forcé le gouvernement à déposer un budget inattendu certainement d'un premier ministre conservateur. Tout cela, c'est grâce à l'opposition qui s'est unie contre le gouvernement.»

En fin d'après-midi, le gouvernement Harper a annoncé qu'il voterait en faveur de l'amendement libéral. «Il n'y a rien de nouveau, a expliqué le leader du gouvernement à la Chambre des communes, Jay Hill. Nous rendons toujours des comptes au Parlement et au peuple canadien et ce n'est qu'un autre mécanisme pour rendre compte à la Chambre des communes des progrès que nous entendons faire.»

Le Bloc québécois et le NPD ont été cinglants dans leurs critiques de la décision du Parti libéral. «Michael Ignatieff a décidé de maintenir Stephen Harper au pouvoir. C'est la première décision publique d'importance de M. Ignatieff. Il a décidé de suivre la mauvaise politique de M. Dion, a lancé le chef néo-démocrate Jack Layton, furieux. Lorsque les libéraux voteront pour M. Harper, avec ou sans amendement minime, ce sera leur 45e vote d'affilée pour maintenir Stephen Harper au pouvoir.»

M. Layton a promis de s'opposer à «cette nouvelle coalition» entre libéraux et conservateurs, estimant que M. Ignatieff pourrait maintenir M. Harper au pouvoir pour encore longtemps. «Aujourd'hui, nous avons appris qu'on ne peut pas faire confiance à M. Ignatieff pour s'opposer à M. Harper», a-t-il conclu.

«Une fois de plus, le Parti libéral du Canada laisse tomber le Québec, sa population, son économie», a quant à lui dénoncé le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Il a qualifié l'amendement libéral de simple écran de fumée ne servant qu'à laisser le gouvernement en vie au moins jusqu'au prochain budget. M. Duceppe croit en effet que les libéraux trouveront une excuse pour ne pas défaire le gouvernement chaque fois que celui-ci remettra l'un de ses comptes rendus à la Chambre des communes.

Le Bloc a présenté un sous-amendement reprenant en substance la motion unanime

votée il y a quelques semaines à l'Assemblée nationale, et qui réclame quelques mesures précises pour faire face à la crise. Comme les députés du Québec, le Bloc demande entre autres que les critères d'admissibilité à l'assurance emploi soient assouplis pour permettre à plus de chômeurs d'y avoir accès. Le parti souverainiste souhaite aussi que les baisses d'impôts profitent davantage aux plus démunis.

«Tous les élus du Québec qui voteront contre ce sous-amendement et en faveur de ce budget conservateur, auront choisi le Canada, au détriment du Québec», a dit Gilles Duceppe.

Le NPD votera en faveur de ce sous-amendement, tandis que les conservateurs et les libéraux voteront contre. Il faut dire que la modification proposée par le Bloc annulerait celle du Parti libéral.

Hugo de Grandpré

Le Devoir, 29 janvier 2009 - Gros-Jean comme devant

Il suffisait de voir le visage rayonnant du premier ministre ontarien, Dalton McGuinty, pour comprendre que Michael Ignatieff ne pouvait pas ordonner à ses députés de voter contre le budget Flaherty. Il n'y a pas si longtemps, c'était à se demander si MM. McGuinty et Flaherty n'en viendraient pas aux mains tellement le ton de leurs échanges était devenu acrimonieux. Hier matin, M. McGuinty n'en finissait plus d'énumérer les dossiers sur lesquels sa province avait obtenu satisfaction au cours des derniers mois: le transfert social canadien, l'aide à l'industrie automobile, l'Agence de développement économique de l'Ontario et maintenant la péréquation.

Sans oublier la Commission des valeurs mobilières pancanadienne, dont M. Flaherty a réaffirmé la nécessité aux yeux du gouvernement Harper. Dans l'esprit de M. McGuinty, il va de soi qu'elle ne pourrait pas s'installer ailleurs qu'à Toronto.

M. McGuinty a chipoté pour la forme sur les règles de l'assurance-emploi, qui sont un peu moins avantageuses pour les travailleurs ontariens que pour ceux de régions moins favorisées, mais cela semblait bien peu de chose dans l'avalanche de bonnes nouvelles.

Dans ces conditions, il était impensable que le PLC, dont le retour au pouvoir passe inévitablement par l'Ontario, bloque le budget. M. Ignatieff a eu beau accuser le

gouvernement conservateur de tous les péchés du monde et identifier huit lacunes majeures dans le budget, il aurait été très mal avisé de priver le plus gros bassin d'électeurs au pays de tous ces bienfaits.

Il était préférable de s'en attribuer le mérite, en tâchant de ne pas donner l'impression de signer un chèque en blanc au gouvernement Harper. Remarquez, les rapports trimestriels que M. Ignatieff exige du gouvernement ne changeront pas grand-chose. Par définition, un gouvernement minoritaire est toujours en probation. Le jour où le chef libéral décidera qu'il est avantageux pour son parti de le renverser, n'importe quel prétexte fera l'affaire. D'ici là, il réussira toujours à trouver quelque chose de satisfaisant dans ces rapports.

M. McGuinty s'est bien défendu d'avoir touché le gros lot au détriment du Québec. Selon lui, les liens entre les deux provinces sont si étroits que ce qui profite à l'une profite aussi à l'autre. Voilà qui est intéressant. Il faudra qu'il nous explique un jour comment la fixation de la ligne Borden, le déménagement des sièges sociaux à Toronto, la vente de la Bourse de Montréal et le reste ont profité au Québec.

Il est vrai que la crise économique touche toutes les régions du pays, y compris l'Ontario. Il reste que l'exubérance de M. McGuinty contrastait avec la froideur des porte-parole du gouvernement Charest, même si le premier ministre Charest s'est voulu un peu plus positif que Monique Jérôme-Forget, qui avait fait une lecture politique très lucide du budget fédéral, mardi.

La ministre des Finances, qui s'y connaît en chiffres, a très bien vu que les 10 circonscriptions conservées difficilement au Québec ne font pas le poids face aux 51 que les conservateurs ont remportées en Ontario aux élections de l'automne dernier.

La réalité est qu'après s'être fait l'apôtre du «fédéralisme d'ouverture», M. Charest se retrouve aujourd'hui Gros-Jean comme devant et tout le Québec avec lui. Qu'il s'agisse de la péréquation, de la Commission des valeurs mobilières ou encore de l'aide aux secteurs manufacturier et forestier, le budget Flaherty équivaut à une fin de non recevoir à la motion unanime de l'Assemblée nationale, dont le premier ministre avait lui-même fait grand cas.

M. Charest doit cependant prendre sa part de blâme. En mars 2007, tout le monde l'avait averti qu'il commettait une grave erreur en consacrant à une baisse d'impôt la totalité des 700 millions additionnels que le gouvernement Harper avait versés au Québec au titre de la péréquation. Comme on dit, la vengeance est un plat qui se mange froid.

Le premier ministre assure que la bataille n'est pas terminée. Très bien, mais avec quels alliés compte-t-il la poursuivre et jusqu'où osera-t-il aller? Il est toujours enrageant de se faire avoir, mais tout le monde sait qu'au-delà de la rhétorique, M. Charest ne prendra jamais le risque d'ébranler la fédération.

Se tourner vers le PLC? Rien n'assure qu'un gouvernement libéral ferait meilleur accueil aux revendications québécoises. M. Ignatieff a demandé à M. Harper de «dialoguer» avec le Québec au sujet de la péréquation, mais il a bien pris garde de s'engager à maintenir les hausses promises en 2007.

Hier, à la Chambre des communes, Denis Coderre a accusé le gouvernement conservateur de semer la zizanie au pays avec son projet de Commission des valeurs mobilières pancanadienne, mais son chef n'a pas fait de son abandon une condition de son appui au budget.

On peut compter sur le Bloc québécois pour harceler les libéraux sur ces questions. Gilles Duceppe connaît trop bien la musique pour s'être imaginé un seul instant que la coalition pourrait survivre très longtemps à l'arrivée de M. Ignatieff. La férocité avec laquelle il a dénoncé son appui au budget indique bien qui il considère maintenant comme son plus dangereux ennemi.

Michel David

Le Devoir, jeudi, 29 janvier 2009 - Layton et Duceppe matraquent Ignatieff : La mort de la coalition signe le retour de l'animosité dans l'opposition

La coalition entre le Parti libéral et le NPD a éclaté hier aussi spontanément qu'elle avait vu le jour en décembre dernier. Devant la décision du chef libéral, Michael Ignatieff, de laisser passer le budget conservateur moyennant une concession mineure sans incidence budgétaire, la rivalité traditionnelle entre lui et ses homologues Jack Layton et Gilles Duceppe a repris avec plus de hargne encore. Une action concertée pour défaire et remplacer Stephen Harper dans les prochaines semaines semble désormais impensable.

«La coalition est morte», a résumé le chef bloquiste au cours d'un point de presse hier midi. Michael Ignatieff venait d'annoncer que ses 75 députés et lui voteraient en faveur du budget, assurant du coup son passage à la Chambre des communes. Le chef libéral demande toutefois une dernière concession: que le gouvernement de

Stephen Harper s'engage à faire rapport en mars, en juin et en décembre sur l'état d'avancement du plan de relance économique présenté mardi.

«Nous mettons ce gouvernement en probation», a déclaré M. Ignatieff au cours d'une conférence de presse très courue. «Si M. Harper n'est pas à la hauteur, nous serons prêts à défaire son gouvernement et à prendre la relève. Les Canadiens ne veulent pas de nouvelles élections et ils en ont assez des jeux politiques. Ils ont attendu trop longtemps des mesures économiques pour que nous les laissions tomber maintenant à cause d'intérêts partisans.»

L'amendement libéral prévoit que le gouvernement devra à ces trois moments présenter aussi une mise à jour économique et expliquer les effets qu'aura eus le budget sur les moins nantis, le niveau d'emploi et l'équité entre les provinces, entre autres.

Aucun changement de substance au budget, par exemple un assouplissement des règles d'admissibilité au programme d'assurance-emploi, n'est exigé. D'abord parce que le chef libéral ne veut pas modifier l'équilibre financier, déjà précaire, du budget, ensuite parce qu'il ne veut pas se mouiller politiquement pour un budget qui n'est pas le sien. «Nous sommes dans l'opposition, nous ne sommes pas au gouvernement», a-t-il commencé par dire, ajoutant: «Ç'aurait été irresponsable de notre part de proposer des amendements qui auraient alourdi le solde budgétaire. [...] J'avais peur que si on commençait avec des amendements, on ne finirait jamais.»

Les conservateurs ont annoncé qu'ils étaient d'accord avec cet amendement et s'y plieraient volontiers. «Nous sommes heureux que les libéraux aient décidé d'appuyer notre budget et nous travaillerons de manière coopérative avec eux», a indiqué Jay Hill, le leader en Chambre du gouvernement.

Layton furieux

L'ancien allié et aujourd'hui rival déterminé des libéraux, le chef du NPD, Jack Layton, était furieux de la décision de M. Ignatieff et n'a pas eu de mots assez durs pour discréditer cette «première décision publique d'importance» du nouveau chef libéral. «M. Ignatieff a décidé de marcher dans les traces de Stéphane Dion en appuyant M. Harper», a-t-il raillé. Il a déclaré la guerre à ce qu'il appelle la coalition libérale-conservatrice. Il a poussé la muflerie jusqu'à inviter les électeurs libéraux à désormais appuyer le NPD, «maintenant et aux prochaines élections».

On sentait chez M. Layton une volonté de nuire aux libéraux. Aussi refuse-t-il d'appuyer leur amendement. Les journalistes ont eu beau le mitrailler de questions,

Jack Layton a refusé de dire s'il pourrait s'allier de nouveau avec les libéraux dans le futur pour défaire le gouvernement Harper. Ces questions sont, à son avis, «hypothétiques» alors que la possibilité de remplacer le gouvernement par une coalition maintenant était, elle, bien réelle.

M. Ignatieff n'a pas été aussi catégorique, lui qui estime que la coalition a forcé le gouvernement à pondre un budget contraire à son idéologie. Mais il a aussi reconnu pour la première fois publiquement que la coalition «présentait un certain nombre d'aspects problématiques à [s]on avis».

Ignatieff bombe le torse

Tout au long de sa conférence de presse, Michael Ignatieff a voulu se présenter en homme fort, comme celui qui détiendra le sort du gouvernement entre ses mains à chacun des rapports d'étape qu'il impose. «Je ne suis pas en coalition avec M. Harper. [...] Je suis là pour défaire le gouvernement Harper, je suis là pour remplacer le gouvernement Harper par un bon gouvernement libéral parce que ce n'est pas un budget libéral», a-t-il dit. Ses homologues n'y croient pas.

Ironisant la comptine du roi, de la reine et du petit prince qui se rendaient serrer la pince à quelqu'un sans succès chaque jour de la semaine, le chef bloquiste a prédit que M. Ignatieff dira à chaque moment que la population a autant besoin d'une élection que d'un «trou dans la tête»: en mars parce que la crise sévit encore, en juin parce que l'été sera à nos portes et finalement en décembre parce que les fêtes de Noël n'y seront pas propices. «Il va alors nous dire: "Attendez le prochain budget." Il aurait dû nous le dire tout de suite», s'est moqué Gilles Duceppe.

M. Duceppe a lui aussi déterré la hache de guerre et s'en est pris à ses rivaux de toujours. «Le Parti libéral est fidèle à sa tradition de laisser tomber le Québec», a-t-il dit. Le Bloc présentera son propre amendement au budget, qui reprend les demandes du gouvernement du Québec, notamment le maintien du programme de péréquation tel quel. Selon M. Duceppe, le PLC devra alors choisir entre le Québec et le Canada.

À la lumière d'un sondage éclair effectué par la maison Angus Reid hier pour le compte de CTV, on comprend que le Bloc québécois se fait l'écho d'un sentiment répandu dans la province. Si 50 % des Canadiens approuvent le budget, c'est le cas de seulement 35 % des Québécois. En fait, le Québec est la seule province où les insatisfaits du budget sont plus nombreux que les satisfaits. Logiquement, 53 % des Canadiens veulent voir le budget adopté à la Chambre des communes, contre seulement 38 % de Québécois. Et s'il devait être défait, 50 % des Canadiens voudraient de nouvelles élections contre 22 % des Québécois, plutôt qu'une

coalition (36 % contre 62 %). La marge d'erreur de ce sondage mené en ligne est +/- 3 % 19 fois sur 20.

Notons que le budget de Jim Flaherty prévoit déjà la présentation de rapports d'étape sur la mise en oeuvre du plan de relance économique. Un premier cet été, et un autre par les ministres impliqués au cours de la première semaine de session suivant le congé estival. Les rapports de M. Ignatieff ne feront que s'ajouter à ceux-là. Par contre, les dates choisies correspondent aux périodes au cours desquelles le gouvernement a l'obligation de donner à l'opposition des journées d'opposition. Ce sera autant d'occasions de présenter une motion de censure.

Hélène Buzzetti

L'Acadie Nouvelle, 29 janvier 2009 - Yvon Godin: "c'est une journée triste"

Yvon Godin n'est vraiment pas impressionné par le budget Flaherty de mardi, mais il l'est encore bien moins par l'appui que va lui accorder le chef libéral Michael Ignatieff.

Le député néo-démocrate d'Acadie-Bathurst a rapidement déchanté, hier, lorsqu'il a constaté la volte-face des rouges devant le plan économique du gouvernement conservateur de Stephen Harper.

M. Godin trouve regrettable que celui qui pourfend la stratégie du premier ministre dès qu'il en a l'occasion ait "tourné son capot de bord", selon ses propres mots, pour voter en faveur d'un budget de riches et sans substance à ses yeux.

"C'est une journée triste, a avoué le député d'Acadie-Bathurst. Tout le monde vivait d'espoir parce que notre coalition aurait apporté quelque chose de bon et des buts précis en pleine crise économique. Et là, M. Ignatieff, qui dit qu'il n'a pas confiance en ce gouvernement, va quand même voter avec lui. Les libéraux ont choisi d'appuyer Bay Street à la place des citoyens."

De l'avis du politicien néo-démocrate, le nouveau chef libéral finira par payer un prix politique, tôt ou tard, pour avoir mis fin à la coalition établie au début de décembre.

Il pense même que le grand gagnant de tout ça sera Stephen Harper.

"M. Harper ne dormira pas, cette nuit, tellement il va rire de la situation. M. Ignatieff vient de lui offrir un beau cadeau. M. Harper va pouvoir faire passer ses trucs et il va ridiculiser le chef libéral à la Chambre des communes. Il va tout faire pour le détruire. M. Harper va encore agir en gouvernement majoritaire", pense Yvon Godin.

Quant aux changements proposés au programme d'assurance-emploi en temps de crise, le député d'Acadie-Bathurst calcule que ça ne donnera rien de plus pour ceux qui vont perdre leur emploi.

"Cinq semaines de plus à la fin du programme, c'est bien, mais ce n'est pas ça que les gens veulent. Ils voulaient que le gouvernement retire les deux semaines d'attente au début de la demande", fulmine-t-il.

Réal Fradette

La Tribune (Sherbrooke), 29 janvier 2009 - Matin de tempête

Quelle tempête avez-vous dans le radar? Celle qui nous tombe dessus depuis hier matin? Celle qui s'essouffle à Ottawa? Celle que les souverainistes soulèvent à Québec pour capitaliser sur un certain mécontentement découlant du budget fédéral?

Commençons par la bordée de neige. Pour une fois, chapeau à nos astrologues de la météo qui ont frappé dans le mille. Dès qu'ils ont commencé à voir remonter cette dépression le long de la côte américaine, ils ont été catégoriques: entre 15 et 30 cm. L'accumulation totale atteindra peut-être même 35 cm.

Ben quoi, une marge d'erreur de plus ou moins 100 pour cent n'enlève rien au mérite de ceux qui ont émis l'alerte de tempête. Une vraie, celle-là. Il y a bien pire par les temps qui courent.

Les projections financières du ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, étaient tellement libérales qu'il a été incapable de rester à l'intérieur d'une marge d'erreur de 200 pour cent. En trois mois, un surplus de 800 M \$ s'est transformé en déficit de 1,1 milliard. À Québec, l'équilibre budgétaire du gouvernement Charest n'est déjà plus que fiction.

Même élastique, la rigueur de nos météorologues est pas mal plus fiable que celle

de nos métronomes financiers!

Comparée à l'élasticité politique, c'est encore pire. Les conservateurs sont devenus des libéraux et les libéraux vont appuyer le budget du gouvernement conservateur de Stephen Harper. L'unique condition posée par Michael Ignatieff pour garantir l'accord de ses troupes au budget Flaherty a été que le gouvernement s'engage à fournir des rapports trimestriels qui prendront la forme de votes de confiance.

La stratégie est évidente: les libéraux fédéraux veulent garder le contrôle de l'agenda électoral. Si le gouvernement Harper s'embourbe, s'il cafouille, ils pourront le sanctionner après seulement trois mois en prétextant avoir laissé la chance au coureur.

Compte tenu des sombres projections économiques des deux prochains trimestres, on peut s'attendre à ce que l'insatisfaction et la colère des sans-emploi aillent en grandissant. La grogne générale envers les conservateurs, aussi.

S'il s'avérait que le plan de relance de l'industrie automobile soit insuffisant et que le choc de la récession s'amplifie en Ontario, Michael Ignatieff en fera porter le blâme au gouvernement Harper avec l'objectif clair de freiner la pénétration des conservateurs dans cette province névralgique, sans quoi les libéraux ne peuvent espérer reprendre le pouvoir.

Ces derniers laissent leurs adversaires dans la tourmente en souhaitant qu'ils y laissent leur crédibilité et leur chemise. Si les libéraux agissent de la sorte, c'est qu'ils calculent que les néo-démocrates ne sont pas encore assez solides et organisés, en particulier au Québec, pour devenir une alternative nationale aux conservateurs.

Mais quand les libéraux seront prêts à renverser les conservateurs, le Bloc et le NPD seront-ils encore leurs alliés?

Les péquistes, eux, tempêtent à Québec. Le budget Flaherty ainsi que la volte-face des libéraux fédéraux leur offrent une opportunité de malmener Jean Charest.

Après avoir passé les dernières semaines à faire baisser les attentes quant au réel pouvoir de son gouvernement à nous protéger contre la crise, le premier ministre se retrouve avec la délicate mission de défendre les vertus d'un budget dont il n'est pas pleinement satisfait.

Sa position a été particulièrement évasive hier quant aux gains réalisés sur

l'assurance-emploi. Durant la campagne électorale provinciale, le premier ministre Charest avait reproché à son homologue fédéral son manque de sensibilité envers les travailleurs âgés. Il réclamait le rétablissement du programme PATA.

"Le fédéral nous a donné une réponse en deçà de ce qu'on voulait", dénonçait-il au début du mois de décembre au cours d'une entrevue accordée à La Tribune à bord de son autobus de campagne.

Hier, Jean Charest a été beaucoup moins catégorique.

"Il y a eu de bonnes réponses au niveau de l'assurance-emploi. On verra cela dans le détail. Il y a cependant certaines choses à préciser, notamment en ce qui a trait à l'aide aux travailleurs âgés", s'est-il limité à dire.

S'il ne hausse pas le ton plus que cela, le premier ministre québécois aura les partis d'opposition, les syndicats et les chômeurs à ses trousses. À commencer par les travailleurs licenciés de la Mine Jeffrey d'Asbestos qui, avec l'éclatement de la coalition, voient leurs derniers espoirs disparaître.

La tempête qui se calme temporairement à Ottawa gagne Québec.

Luc Larochelle

Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 29 janvier 2009 - La griffe à Beaudoin : Fallait penser aux travailleurs

Le Québec peut se sentir en bonne partie floué par le budget du ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, on peut se demander en quoi il changera quelque chose dans une région comme la Mauricie.

Bien sûr, il y a toute cette question des investissements de 6 milliards \$ en 2009 dans les infrastructures qui pourrait laisser tomber quelques miettes dans la région, mais il faudra attendre d'en connaître les critères et son application avant de penser à applaudir, même silencieusement. Déjà qu'après deux ans d'un programme semblable, Chantiers Canada, aucune somme n'a encore été dépensée.

On risque d'avoir le temps de crever économiquement avant de savoir si quelques dollars seront échappés en Mauricie. Hier, le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque n'était pas en mesure d'identifier des projets qui pourraient se qualifier au

nouveau plan d'investissement du fédéral... pas plus d'ailleurs que le maire de Québec, Régis Labeaume.

Le directeur général de Festivoix, Stéphane Boileau s'est réjoui d'apprendre que le fédéral consacra 100 millions \$ en aide aux grands festivals. M. Boileau devrait se rappeler qu'on a aussi par le passé accru cette aide, dont une bonne partie devait être dépensée dans les régions, pour découvrir par la suite que l'argent supplémentaire avait été détourné vers les grands festivals de Montréal et de Québec, ce qui lui a provoqué plusieurs montées de lait.

L'aide au premier chef dont avait de besoin une région de la Mauricie, c'était d'intervenir dans l'industrie forestière, en soutien aux entreprises forestières, mais aussi en support aux milliers de travailleurs poussés vers le chômage.

La récente crise dans l'industrie de l'automobile de l'Ontario a fait réagir le gouvernement fédéral qui y consacra directement et immédiatement 2,7 milliards \$ sans compter des facilités de crédit de 12 milliards \$ pour ceux qui veulent louer ou acheter une nouvelle voiture.

Pour l'industrie forestière, en crise depuis déjà deux ans, le gouvernement accordera 170 millions \$ au cours des deux prochaines années... pour l'ensemble du pays. Encore faut-il savoir que cet argent sera destiné à des nouvelles technologies, à de nouveaux produits et à la commercialisation à l'étranger de produits novateurs. Rien qui ne vienne en aide à Smurfit-Stone, sous la protection de la loi des faillites, pour son usine de La Tuque, à AbitibiBowater qui est en faillite technique, pour protéger la Laurentide, aux scieries qui ont fermé ou réduit leurs productions, à Kruger qui ne cesse de réduire ses effectifs dans ses deux usines de Trois-Rivières.

Puisqu'on n'aide pas cette industrie, il faudra prévoir de nouvelles mises à pied, donc de nouveaux chômeurs, dans un secteur qui en a déjà produit plus de 2000 en 24 mois.

En dehors de l'aide à une nouvelle formation professionnelle, il n'y a pas de mesures directes prévues pour ces éventuels chômeurs. C'est là qu'on aurait pu atténuer les effets à court terme de la crise économique.

L'abolition des deux semaines d'attente pour toucher les prestations d'assurance-emploi aurait mis immédiatement près de 1000 \$ dans les poches des travailleurs de cette industrie et beaucoup d'argent aussi dans celles de tous les autres travailleurs qui perdent leur emploi. Un programme d'aide de transition pour les

travailleurs les plus âgés aurait été plus adapté que des inscriptions à une formation pour des emplois hypothétiques de la part d'une clientèle moins recyclable.

C'est triste à dire, mais un meilleur soutien financier aux chômeurs, dans le contexte actuel, aurait été plus rentable économiquement pour la Mauricie que les allègements fiscaux contenus dans le budget.

Dans une région où presque une personne sur deux ne travaille pas et dont le revenu disponible par habitant se situe à 22 119 \$ avec un revenu médian dans les ménages de 54 800 \$, on doit comprendre qu'il n'y en a pas beaucoup qui paient de l'impôt et que s'ils le font, ça reste marginal. Avec 35 000 \$ de revenus, cela ne donnera que 66 \$ pour l'année. Ce n'est pas là ce qui va aider la Mauricie à traverser la crise économique avec un minimum de douleur.

Bien sûr, on pourra toujours compenser en rénovant sa maison pour obtenir des crédits d'impôt. Mais votre voisin, qui a perdu son emploi, et qui est habile de ses mains, fera vos travaux à bien meilleur compte. C'est légalement pas correct, mais ça va le devenir socialement. Faut se défendre.

Jean-Marc Beaudoin

Cyberpresse, 29 janvier 2009 - Le syndrome du sablier

Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle pour Michael Ignatieff dans notre plus récent sondage CROP.

La bonne, ça crève les yeux, c'est que les libéraux reprennent du terrain au Québec, que leur nouveau chef jouit d'une forte crédibilité et que le gouvernement conservateur est en chute libre, tant dans les intentions de votes que pour le taux de satisfaction.

La mauvaise nouvelle n'est pas si évidente. Elle est cachée derrière les chiffres positifs pour les libéraux.

Appelons cela le «syndrome du sablier», ce phénomène connu et documenté qui fait que les nouveaux chefs de parti profitent presque toujours d'une lune de miel et tirent leur parti vers le haut dans les mois suivant leur entrée en fonction, mais que ce capital s'effrite presque inmanquablement avec le temps.

En d'autres termes, «Iggy» a réussi son entrée, mais le plus dur reste à faire. Il doit maintenant lutter contre la gravité qui, au fil des mois, ramène les appuis vers le bas, comme le sable dans un sablier.

La dernière fois que les libéraux ont changé de chef, lors de l'élection de Stéphane Dion, en décembre 2006, ils avaient pris neuf points dans les intentions de vote au Québec, passant de 20% à 29%. On connaît la suite et, surtout, la fin.

Même phénomène à Québec. André Boisclair, après son élection à la tête du Parti québécois, a fait bondir les appuis de son parti jusqu'à 53%. Le PQ avait fini à 28%, 15 mois plus tard aux élections.

L'arrivée de Pauline Marois a eu le même effet: de 23% à 33% d'avril à août 2007. Cas rare toutefois, la chef du PQ a maintenu ses appuis lors des élections.

Sachant qu'il risque de redescendre, Michael Ignatieff prend donc un pari risqué en appuyant le budget des conservateurs, qui ont perdu énormément de crédibilité et de popularité au Québec depuis les dernières élections.

Le lien de confiance entre Stephen Harper et les Québécois, si durement construit par le chef conservateur depuis 2004, a été fortement ébranlé.

Est-ce foutu? On le saura en suivant la tendance des prochains sondages mais, à l'heure actuelle, c'est retour à la case départ pour les bleus.

Paradoxalement, parmi les chefs politiques à Ottawa, c'est celui qui semble le plus fâché qui a gagné le plus dans ce nouvel épisode de politique extrême.

Gilles Duceppe vient en effet de trouver dans les événements des dernières heures des munitions pour repartir au front de la grande bataille des intérêts du Québec.

À supposer, comme on peut le croire, que nous nous retrouvions de nouveau en campagne électorale avant longtemps, le Bloc québécois n'aura pas trop de mal à se trouver des chevaux de bataille. Et des adversaires.

Les points de litige entre Québec et Ottawa sont tellement nombreux, le Bloc aura l'embarras du choix pour mener la lutte aux Communes. Péréquation, culture, commission des valeurs mobilières, aide au secteur manufacturier, environnement, accessibilité de l'assurance emploi, la liste est longue.

Par ailleurs, le décès, confirmé hier par la décision de Michael Ignatieff d'appuyer

le budget Flaherty, de la coalition PLC-NPD appuyée par le Bloc est, finalement, une autre bonne nouvelle pour Gilles Duceppe.

D'abord parce qu'il y a dans le mouvement souverainiste, quoi qu'en dise Gilles Duceppe, un certain malaise à voir le Bloc jouer le rôle de caution du gouvernement fédéral, dirigé par un libéral qui plus est.

Et puis les bloquistes pourront accuser le nouveau chef libéral d'avoir débranché la coalition par pur intérêt partisan, les libéraux croyant maintenant pouvoir prendre le pouvoir sans s'allier aux autres partis de l'opposition.

Déjà hier, Gilles Duceppe accusait Michael Ignatieff d'avoir laissé tomber le Québec en donnant son appui à un budget imparfait sans tenter d'obtenir quoi que ce soit pour le Québec.

Il est vrai que Michael Ignatieff n'a pas vendu chèrement son appui; il s'est contenté d'un amendement qui demande des rapports d'étape de la mise en application des mesures budgétaires. Lorsqu'on constate avec quelle rapidité les conservateurs ont accepté l'amendement proposé par les libéraux, on ne peut s'empêcher de penser que ceux-ci auraient pu tenter d'en soutirer davantage.

D'autant plus que M. Ignatieff a dressé une longue liste de récriminations contre ce budget, notamment le manque d'accessibilité de l'assurance emploi, des doutes sur le montant du déficit avancé par le ministre des Finances, les changements de calcul de la péréquation et le manque de mesures environnementales.

Chose certaine, les libéraux, même s'ils se portent mieux au Québec, sont toujours loin derrière le Bloc chez les électeurs francophones. Le climat à Ottawa et la guerre froide entre les gouvernements Harper et Charest ne feront que renforcer la base électorale du Bloc.

L'impression, pas tout à fait fausse, que le gouvernement Harper a tourné le dos au Québec pour courtiser l'Ontario joue aussi certainement en faveur du Bloc québécois.

Ce n'est pas un hasard si les libéraux fédéraux ont beaucoup insisté hier pour dire que leur nouveau chef avait rétabli les ponts avec Jean Charest et qu'il défendrait aux Communes les revendications du Québec.

Vincent Marissal

L'Acadie Nouvelle, 29 janvier 2009 - Priorité à la survie

Il aurait fallu être très naïf pour croire que le chef de l'opposition officielle, Michael Ignatieff, annonce qu'il allait voter contre le budget du gouvernement Harper. Comme le faisait remarquer hier notre éditorialiste Gaétan Chiasson, Ignatieff n'avait pas le choix.

Cela dit, personne ne peut affirmer que le budget ait reçu un appui unanime. Loin de là.

Deux gouvernements provinciaux ont manifesté leur profonde insatisfaction: Terre-Neuve et Québec. Bien qu'ils reconnaissent que les investissements dans les infrastructures sont adéquats et qu'ils contribueront à soutenir le niveau d'emplois, l'irritant principal qu'ils y trouvent réside dans la formule de péréquation: Québec estime que pour la seule année 2009-2010, il recevra un milliard de moins du fédéral. À Terre-Neuve-et-Labrador, Danny Williams évalue que c'est 500 millions par année que son gouvernement perdra pour au moins trois ans.

Les autres sont généralement satisfaits, mais demeurent prudents dans leurs commentaires et analyses initiaux. C'est le cas du gouvernement du Nouveau-Brunswick: le ministre des Transports, Denis Landry, espère, pour ne pas dire qu'il en rêve, que les sommes prévues pour les infrastructures permettront au Nouveau-Brunswick d'accélérer les travaux d'élargissement de la route 11, de Shédiac à Miramichi, une priorité pour quiconque emprunte régulièrement cette portion très achalandée de la route. Les résidants du Nord espèrent très certainement que la poursuite de la réfection de la route 17, et pourquoi pas de la route des ressources, la 180, soit accélérée avec la possibilité d'une injection plus rapide de fonds fédéraux. En principe, son souhait devrait être exaucé.

Plus réservé, le ministre des Finances, Victor Boudreau, craint à juste titre que les paiements de transferts et de péréquation diminuent, et que les montants additionnels importants annoncés dans le budget restent sous le contrôle exclusif du fédéral. Ça comprend les projets d'infrastructures, la formation de la main-d'oeuvre, les initiatives de développement régional gérées par l'APÉCA, l'aide, insuffisante à notre avis, à l'industrie forestière.

Alors que certains économistes applaudissent la baisse des impôts, plusieurs la critiquent. On juge que son impact réel sur la relance de l'économie est à peu près nul, qu'il eût mieux valu de cibler plus précisément des mesures susceptibles de

générer plus d'activités économiques, y compris d'augmenter les prestations d'assurance-emploi, en durée et en valeur.

Parlant d'assurance-emploi et de naïveté, ce n'est pas par compassion pour les travailleurs saisonniers et les régions rurales que le gouvernement Harper a allongé de cinq semaines la période de prestation du programme. Il cherche surtout à amadouer les travailleurs du secteur manufacturier du sud de l'Ontario, durement frappés par les mises à pied massives de la dernière année.

À ratisser aussi large, sous la pression des partis d'opposition, le gouvernement Harper a fini par soumettre au Parlement un budget acceptable, tant pour les partis politiques que pour les citoyens. Le budget de mardi est certainement mieux accepté que celui qu'envisageait de présenter le gouvernement Harper en novembre. En fait, c'est un revirement complet de ses intentions dévoilées il y a deux mois.

Nous rejoignons les rangs des observateurs qui sont d'avis que le budget dévoilé mardi en est davantage un de survie politique obligée que d'une stratégie bien ciblée de relance d'une économie en panne. Le pragmatisme de la "*real politik*" l'aura finalement emporté sur l'idéologie que prônait le parti au pouvoir en novembre. Acculé au mur, menacé de défaite, le gouvernement Harper a finalement dû tenir compte des besoins d'un large segment de la population canadienne.

Le budget de mardi est certainement mieux accepté que celui qu'envisageait de présenter le gouvernement Harper en novembre. En fait, c'est un revirement complet de ses intentions de novembre.